

Master Droit des collectivités territoriales

Niveau de diplôme
Bac +5

ECTS
120 crédits

Durée
2 ans

Composante
Droit et sciences sociales

Parcours proposés

- # Parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales
- # Parcours Droit de l'action et des responsabilités locales

Présentation

La mention **Droit des collectivités territoriales** propose **deux parcours**: le parcours **Droit de l'action et des responsabilités locales (DAReL)** et le parcours **Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales (DAAS-CT)**. Cette mention fait l'objet, en première année, d'une spécialisation progressive permettant aux étudiant(e)s de poursuivre leur parcours en deuxième année dans deux domaines différents au cœur de l'environnement juridique des collectivités territoriales.

Cette mention conjugue une forte **dimension professionnalisante et de recherche**. Elle permet aux candidat(e)s de se voir délivrer un diplôme leur permettant d'acquérir à la fois de solides compétences juridiques et une aptitude à gérer les champs d'intervention et les moyens (humains, financiers...) des collectivités territoriales.

Les deux parcours de la mention Droit des collectivités territoriales sont ouverts à l'apprentissage.

Les titulaires du Master Droit des collectivités territoriales (parcours DAReL et DAAS-CT) bénéficient d'une formation les prédisposant à intégrer la classe préparatoire Talents du Service Public (Science Po Paris/Université de Poitiers) qui prépare au concours de l'Institut national du service public (INSP, ex-ENA), Institut National des Études Territoriales (INET), l'École des Hautes Études en Santé Public (EHESP), et l'École Nationale Supérieure de Sécurité Sociale (EN3S).

Le **parcours DAReL** (Droit de l'action et des responsabilités locales) permet aux étudiant(e)s d'acquérir le savoir-faire et les compétences pour devenir, par la voie du concours ou du recrutement par contrat (loi du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique), cadre dans les collectivités territoriales (et leurs établissements publics) ou conseil juridique (avocat) auprès de celles-ci. Il a l'ambition de permettre l'adaptation à l'évolution de l'organisation et des compétences des collectivités territoriales.

Possibilité de réaliser le M2 en apprentissage.

Le **parcours DAAS-CT** (Droit de l'aide et de l'action sociales) permet aux étudiant(e)s de bénéficier d'une spécialisation dans l'un des domaines de compétences phare de certaines collectivités territoriales et des acteurs locaux : l'aide et l'action sociales. Il permet de développer une expertise dans le vaste champ des politiques sociales : personnes âgées, en situation de handicap, enfance, lutte contre l'exclusion, accès au logement... Il permet aux étudiant(e)s d'acquérir le savoir-faire et les compétences pour participer au pilotage des politiques sociales, en qualité de cadre dans les collectivités territoriales ou leurs établissements publics (voie du concours

ou contrat), mais aussi au sein des établissements sociaux et médico-sociaux, des associations nationales ou locales du secteur, des organismes de protection sociale.... Il permet aussi de former au conseil juridique dans ces domaines (cabinets d'avocats, collectivités, associations).

Possibilité de réaliser le M2 par apprentissage

main

Objectifs

Le Master Droit des collectivités territoriales est une **formation complète, en prise directe avec l'évolution de l'organisation et des compétences à mobiliser** pour exercer les métiers de cadre supérieur et cadre dans tous les domaines de compétences et d'intervention des collectivités territoriales et de leurs établissements partenaires.

Les principaux objectifs sont :

-permettre aux étudiant(e)s d'acquérir, en matière d'action publique locale, un niveau approfondi de connaissances et de compétences juridiques ;

-être en capacité de saisir clairement le sens et l'évolution de l'action publique territoriale;

-disposer d'une capacité d'expertise propre à la compréhension de situations complexes dans les domaines d'intervention des collectivités territoriales ;

-développer une aptitude à la réflexion sur les enjeux de l'action publique territoriale ;

-développer une capacité à piloter l'action publique locale et les personnels amenés à la définir, l'appliquer et la mettre en œuvre ;

Autres objectifs plus "transversaux" : gouvernance et pilotage ; aide à la décision ; management ; prise en compte des exigences d'éthique et de déontologie ; contentieux et prévention des risques contentieux ; responsabilités

juridiques des acteurs locaux; maîtrise de l'expression écrite et orale ; accès aux sources et à la documentation juridiques.

Savoir-faire et compétences

La formation permettra d'apprendre à **rédiger des actes juridiques** dans une collectivité territoriale ou les structures partenaires, d'être en mesure **d'encadrer** plusieurs agents, de **piloter des projets**. Elle a vocation à préparer aux fonctions de de cadre supérieur ou de conseil juridique au sein d'une collectivité territoriale, d'un établissement public local ou des partenaires de leurs actions (organismes de protection sociale, associations...).

La formation vise aussi à délivrer une **bonne connaissance de l'environnement et du contexte d'intervention** des collectivités territoriales et de leurs partenaires. Elle met l'accent sur **le sens, les principes et valeurs guidant l'exercice d'une mission de service public**.

Les + de la formation

- Développer une expertise juridique enrichie de connaissances et de savoir-faire en matière de gestion et management ;
- Construire son projet professionnel dans des domaines d'expertise essentiels ;
- Spécialisation progressive ;
- Formation complète, en prise directe avec les enjeux actuels de l'action publique locale ;
- Formation à très forte dimension professionnalisante (exercices pratiques, interventions de professionnels, stage) ;
- Formation initiant également aux fondamentaux de la recherche scientifique ;
- Débouchés professionnels de niveau cadre, dans les secteurs publics et privés ;
- Réseau professionnel solide

Dimension internationale

Adossé à un laboratoire de recherche (Institut de droit public, EA 2623), la mention Droit des collectivités territoriales bénéficie des manifestations scientifiques de dimension internationale dans le domaine de l'action publique territoriale ainsi que dans le champ des politiques sociales. Un partenariat privilégié est tissé avec le Japon dans le domaine des conséquences juridiques et sociales du vieillissement de la société.

Organisation

Contrôle des connaissances

Les modalités de contrôle des connaissances et compétences sont précisées dans les rubriques propres au M1 de tronc commun et à chaque parcours.

En Master 1: deux sessions

En Master 2: une session unique

Ouvert en alternance

Type de contrat : Contrat d'apprentissage.

Possibilité de réaliser le M2 DAREL et le M2 DAAS-CT par apprentissage.

Stages

Stage : Obligatoire

Durée du stage : 2 mois minimum obligatoires

Durée du stage à l'étranger : 2 mois minimum obligatoires

Stage associé à une mission en lien avec le champ de la formation.

Stage facultatif (observation ou mission) en M1.

Stage obligatoire (mission) en M2.

Stages

Admission

Conditions d'admission

Accès à la formation :

1/ CANDIDATURE EN MASTER 1:

Calendrier et modalités de sélection pour la rentrée 2022-2023:

Sélection sur dossier. La procédure est dématérialisée par l'application E.candidat et est identique pour les deux parcours .

Lien utile : # <https://ecandidat.appli.unvi-poitiers.fr>

Ouverture de la campagne pour le dépôt des candidatures : le 15 avril 2022

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : le 9 mai 2022

Date limite de communication des résultats : le 15 juin 2022

Précisions selon la situation du candidat

Situation du candidat	Conditions et modalités d'accès au M1
Candidat ayant un diplôme délivré par une université française	Formation ouverte aux candidats titulaires d'une licence (mention droit,

	<p>de préférence de droit public, ou mention AES ou mention administration publique) délivrée par un établissement de l'enseignement supérieur français. Dossier de candidature à constituer sur l'application E-candidat : # https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</p> <p><i>Pour les candidats déjà inscrits dans l'enseignement supérieur français, un dossier de candidature (même calendrier) doit être constitué via l'application E-candidat. Lien utile : # https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</i></p> <p><i>Pour les étudiants titulaires d'un bac +3 français autre qu'une licence en droit. La constitution d'un dossier d'équivalence est nécessaire via l'application E-candidat :# https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</i></p> <p>Voir le calendrier précisé supra.</p>		<p>candidature par l'application E.candidat (calendrier identique). Lien utile : # https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</p> <p><i>Pour les étudiants non titulaires d'un diplôme français et qui n'ont jamais été inscrits dans l'enseignement supérieur français, dossier à constituer par le portail Études en France : Lien utile : # http://droit.univ-poitiers.fr/scolarite-/etudiants-titulaires-de-diplomes-etrangers-souhaitant-entrer-en-l2-l3-m1-ou-en-capacite-353421.kjsp?RH=1289896384443).</i></p>	
Candidats ayant un diplôme délivré par une université étrangère	<i>Pour les candidats déjà inscrits dans une université française,</i>		<p>Candidats non titulaires d'un bac +3 et souhaitant valoriser leurs acquis professionnels (VAPP)</p> <p>Pour la constitution d'un dossier de candidature, il convient de s'adresser à UP&PRO : 2 rue Pierre Brousse, Bât B. 25, TSA 91110, 86073 Poitiers cedex 9 ; Tél. 05 49 45 44 60 ; Courriel : # uppro@univ-poitiers.fr</p> <p>Lien utile : # http://uppro.univ-poitiers.fr/formation-tout-au-long-de-la-vie/faire-une-vapp-et-ou-reprendre-ses-etudes-re-la-validation-d-acquis-professionnels-et-personnels/</p>	

2/ CANDIDATURE EN MASTER 2 :

Les possibilités d'intégration du parcours en 2ème année différent selon la situation des candidats

Calendrier de candidature :

Ouverture de la campagne pour le dépôt des candidatures : le 15 avril 2022

Date limite de dépôt des dossiers de candidature : le 15 mai 2022

Date limite de communication des résultats : le 15 juin 2022

Situation du candidat	Conditions et modalités de candidature en M2
Candidats déjà inscrits dans l'enseignement supérieur français ou titulaires d'un bac + 4 (mention Droit ou autre).	<p>Possibilité conditionnée par l'ouverture d'un recrutement complémentaire.</p> <p>Un RECRUTEMENT COMPLEMENTAIRE est dans les parcours DAREL et DAAS-CT pour 2022-2023.</p> <p>Nombre de places limité. voir calendrier ci-dessus</p>

	<p>Un dossier de candidature doit être constitué via l'application E-Candidat.</p> <p>Voir les modalités d'accès propres à chaque parcours</p> <p>Lien utile : # https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr</p>
Candidats non titulaires d'un diplôme français et n'ayant jamais été inscrits dans l'enseignement supérieur français.	<p>Lien utile : # http://droit.univ-poitiers.fr/scolarite/etudiants-titulaires-de-diplomes-etrangers-souhaitant-entrer-en-master-2eme-annee-353491.kjsp?RH=1289896384443</p>
Candidats non titulaires d'un bac+4 et souhaitant valoriser leurs acquis professionnels (VAPP)	<p>Pour la constitution d'un dossier de candidature, il convient de s'adresser à UP&PRO : 2 rue Pierre Brousse, Bât B. 25, TSA 91110, 86073 Poitiers cedex 9 ; Tél. 05 49 45 44 60 ; Courriel : # up-pro@univ-poitiers.fr</p> <p>Lien utile : # http://upro.univ-poitiers.fr/formation-tout-au-long-de-la-vie/faire-une-vapp-et-ou-reprendre-ses-etudes-re-la-validation-d-acquis-professionnels-et-personnels/</p>
Adultes désirant reprendre des études (salariés, demandeurs d'emploi...) titulaires du diplôme requis ou bénéficiant d'une	<p># En savoir plus...</p>

validation d'acquis (VAPP, VAE)

Pour qui ?

Les étudiant(e)s ayant suivi un parcours en **licence de droit, licence AES ou administration publique** ou qui sont diplômés d'un **Institut d'Études politiques** disposent des aptitudes pré-requises.

Les étudiant(e)s désireux d'approfondir leurs compétences juridiques

- Pour servir l'intérêt général sur un territoire donné
- Pour développer une démarche de solidarité
- Pour les mettre au service de compétences de gestion de projet et d'équipe

Les candidats doivent disposer d'une bonne culture générale, de solides connaissances en droit constitutionnel, droit administratif et institutions administratives, faire preuve d'un intérêt pour les réformes réalisées ou en cours dans le champ des collectivités territoriales. Une expérience en collectivité, en établissement public local ou dans une structure partenaire (emploi, stage, mandat électif...) constitue un "plus" sans pour autant constituer une condition préalable obligatoire. La motivation et l'appétence pour travailler au service de l'intérêt d'un territoire donné et/ou d'une démarche de solidarité de proximité constituent des éléments importants. Pour autant, il n'est pas nécessaire que le projet professionnel soit précisément défini, la démarche de spécialisation progressive permettant justement à chaque étudiant(e) de construire ou préciser son projet.

La mention Droit des collectivités territoriales intéressera également les étudiant(e)s désireux de bénéficier d'une formation préparant notamment aux concours d'administrateurs et d'attachés territoriaux ou souhaitant postuler pour un recrutement en qualité d'agent contractuel au sein d'un employeur public local ou de leurs partenaires du secteur privé.

Pré-requis recommandés

- Bonnes connaissances du droit public général ;
- Intérêt particulier pour le droit et l'action des collectivités territoriales ;
- Une expérience sur le terrain (stage, emploi, mandat électif, investissement associatif...) est valorisée.

Et après

Poursuite d'études

L'objectif du Master Droit des collectivités territoriales est de permettre à chaque étudiant(e) de construire son projet :

- Devenir un juriste au service de l'action publique locale pour :
 - Participer au pilotage des directions des collectivités territoriales (juridique, marchés publics, ressources humaines, finances, DRH...) des associations ou des entreprises assurant une mission de service public
 - Accompagner les collectivités territoriales en qualité d'avocat, consultant spécialisé en droit des collectivités territoriales, juriste dans un organisme de protection sociale, une mutuelle, un établissement public ...
- Exercer des missions plus polyvalentes, dont le volet juridique n'est qu'un aspect, au sein d'une collectivité ou d'un établissement public territorial pour :
 - Piloter des projets au sein des services opérationnels (« chargé de mission ») : aide et action sociales, culture, environnement, relations internationales, économie, aménagement du territoire...
 - Assurer des emplois de direction (DGS, DGSA, direction d'un service...), intégrer le cadre d'emplois des administrateurs territoriaux ou de celui des attachés territoriaux.
 - Accompagner l'action politique de l'exécutif local (collaborateur de cabinet)

Ces emplois nécessitent la maîtrise au quotidien de compétences juridiques, managériales et de pilotage de projet dispensées au sein du Master Droit des collectivités territoriales.

Directrice : Aurélie Viot-Landais, MCF de Droit public à la faculté de droit et des sciences sociales (# aurelie.viot.landais@univ-poitiers.fr)

Secrétariat: Karine Debicki (# karine.debicki@univ-poitiers.fr; 05.49.45.47.70)

Insertion professionnelle

[Fiche insertion](#) (Cette étude est menée auprès des diplômés 2019, 30 mois après l'obtention du diplôme)

Infos pratiques

Contacts

Responsable de la mention

Loïc Levoyer

loic.levoyer@univ-poitiers.fr

Autres contacts

Direction pédagogique :

Parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales (DAAS-CT)

Directrice : Karine Michelet, MCF de Droit public à la faculté de droit et des sciences sociales (# karine.michelet@univ-poitiers.fr)

Co-directeur : Loïc Levoyer, MCF-HDR de Droit public à la faculté de droit et des sciences sociales (# loic.levoyer@univ-poitiers.fr)

Secrétariat: Karine Debicki (# karine.debicki@univ-poitiers.fr; 05.49.45.47.70)#

Parcours Droit de l'action et des responsabilités locales (DAReL)

Laboratoire(s) partenaire(s)

institut de droit public (EA 2623)

<https://idp.labo.univ-poitiers.fr/>

Lieu(x)

Poitiers-Centre Ville

En savoir plus

Candidater en ligne !

<https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr/>

Programme

Organisation

Organisation de la mention en 4 semestres, formation à et par la recherche (Master indifférencié) :

-En Master 1(S1 et S2), un socle disciplinaire commun :

-au premier semestre, un tronc commun, composé d'enseignements mutualisés aux deux parcours ;

-au second semestre, un socle commun d'enseignements et une unité de spécialisation.

Au total en M1, plus de 390h en présentiel dont $\frac{3}{4}$ environ des enseignements du M1 forment un socle commun et $\frac{1}{4}$ relèvent d'enseignements spécifiques permettant une spécialisation progressive. 269h en CM, 42h TD et 94h de nouvelles pratiques pédagogiques.

-En Master 2 (S3 et S4): spécialisation

M2 DAREL: enseignements approfondis en droit et action des collectivités territoriales, introduction au management public (gestion de projets, GRH, évaluation des politiques publiques, déontologie et éthique des agents),

M2 DAAS-CT: enseignements approfondis dans le champ du droit de l'aide et de l'action sociales (Droit des collectivités territoriales ciblé sur diverses catégories de personnes en demande ou attente d'aide et d'action sociales : personnes âgées dépendantes, en situation de handicap, aide sociale à l'enfance, etc.), analyse des interventions publiques transversales (lutte contre l'exclusion, accès au logement, etc.).

En M2, mutualisation entre les deux parcours (S3 et S4) concernant notamment la préparation de la professionnalisation (mémoire, stage, projets, préparation aux concours) et les langues étrangères. Le mémoire et le stage (« massé » ou « filé » d'une durée de 2 mois au moins, soit 12 ECTS) sont obligatoires. Ils peuvent se réaliser soit en M1, soit en M2, soit sur les deux ans. Ils donnent lieu à un accompagnement méthodologique tant en recherche qu'en matière de préparation aux concours et d'insertion professionnelle.

Mode full (title / type / CM / TD / TP / credits)

Parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales

M1 Droit des CT parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales

Semestre 1

Nature	CM	TD	TP	Crédits
--------	----	----	----	---------

UE1 Comprendre le cadre juridique des collectivités territoriales	UE	60h			15 crédits
Droit de la décentralisation	EC				
Droit de la décentralisation CM	EC	30h			
Droit de la décentralisation TD	EC				
Droit de la décentralisation - PPD	EC				
Droit de l'aide et de l'action socialeslectivités territoriales)	EC				
Droit de l'aide et de l'action sociales - CM	EC	30h			
Droit de l'aide et de l'action sociales - TD	EC				
Droit de l'aide et de l'action sociales - PPD	EC				
UE2 Comprendre les principes de l'action publique locale	UE	32h	12h		6 crédits
Action publique locale	EC				
Action publique locale CM	EC	20h			
Action publique locale P-Proj	EC				
Politiques urbaines	EC	12h	12h		
UE3 Approfondir le cadre juridique des collectivités territoriales	UE	60h			6 crédits
Procédure administrative contentieuse	EC	30h			
Finances locales	EC				
Finances locales 1	EC	15h			
Finances locales 2	EC	15h			
UE 4 Maîtriser une langue étrangère	UE		15h		3 crédits
Anglais TD I	EC		15h		
Stage facultatif	UE				0 crédits

Semestre 2

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Piloter les services publics des collectivités territoriales	UE	30h			9 crédits
Modes de gestion des services publics locaux	EC				
Modes de gestion des services publics locaux CM	EC	30h			
Modes de gestion des services publics locaux TD	EC				
Modes de gestion des services publics locaux PPD	EC				
Principes de fonctionnement des services publics locaux	EC				
Pratique juridique	EC				
UE2 Appréhender les moyens humains et financiers des collectivités territoriales	UE	35h			9 crédits
Droit de la fonction publique territoriale	EC	20h			
Financement des services publics locaux	EC	15h			
UE3 Préparer sa spécialisation	UE	40h			9 crédits
Finances sociales	EC				
Finances sociales CM	EC	20h			
Finances sociales PPD	EC				
Analyse des politiques sociales	EC	20h			
UE4 Maitriser une langue étrangère	UE		15h		3 crédits

Anglais TD II	EC	15h		
Stage facultatif	UE			0 crédits

M2 Droit des CT parcours Droit de l'aide et de l'action sociales et collectivités territoriales

Semestre 3

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Déterminer le cadre général de l'intervention sociale locale	UE	52h	12h		12 crédits
Fondement et enjeux de l'aide et de l'action sociales	EC				
Fondement et enjeux de l'aide et de l'action sociales CM	EC	18h			
Fondement et enjeux de l'aide et de l'action sociales TD	EC		3h		
Cadre administratif et partenarial de l'aide et de l'action sociales	EC				
Cadre administratif et partenarial de l'aide et de l'action sociales CM	EC	34h			
Cadre administratif et partenarial de l'aide et de l'action sociales TD	EC		9h		
UE2 Approfondir les politiques transversales d'aide et d'action sociales	UE	40h	7h		9 crédits
Politique de la ville	EC	10h			
Politique de l'emploi et de lutte contre les exclusions	EC	10h			
Protection des majeurs incapables	EC	10h			
Politique de la santé	EC				
Politique de la santé CM	EC	6h			
Politique de la santé TD	EC		4h		
Politique d'accès au logement	EC				
Politique d'accès au logement CM	EC	4h			
Politique d'accès au logement TD	EC		3h		
UE3 Approfondir les politiques catégorielles d'aide et d'action sociales	UE	43h	26h		9 crédits
Les actions en direction des personnes âgées	EC	10h			
Les actions en direction des personnes âgées TD	EC		7h		
Les actions en direction des personnes handicapées	EC	10h			
Les actions en direction de l'enfance et de la famille	EC				
Les actions en direction de l'enfance et de la famille CM	EC	6h			
Les actions en direction de l'enfance et de la famille TD	EC		9h		
Les actions en direction des étrangers	EC				
Les actions en direction des étrangers CM	EC	17h			
Les actions en direction des étrangers TD	EC		10h		
Stage facultatif	UE				0 crédits

Semestre 4

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Piloter les interventions sociales locales	UE		34h		9 crédits

Management et ressources humaines dans l'aide et l'action sociales	EC			
Management et ressources humaines dans l'aide et l'action sociales TD	EC		12h	
Financement de l'aide et de l'action sociales	EC			
Financement de l'aide et de l'action sociales CM	EC	10h		
Financement de l'aide et de l'action sociales TD	EC		10h	
Financement de l'aide et de l'action sociales PPD	EC			
Conduite de projet	EC			
Conduite de projet TD	EC		12h	
UE2 Maîtriser le contenu de l'aide et l'action sociales	UE	31h	12h	6 crédits
Organisation du contenu de l'aide et de l'action sociales	EC			
Organisation du contenu de l'aide et de l'action sociales CM	EC	10h		
Organisation du contenu de l'aide et de l'action sociales TD	EC		6h	
Contenu de la responsabilité en matière d'aide et d'action sociales	EC			
Contenu de la responsabilité en matière d'aide et d'action sociales CM	EC	21h		
Contenu de la responsabilité en matière d'aide et d'action sociales TD	EC		6h	
UE3 Préparer sa professionnalisation	UE		41h	15 crédits
Méthodologie de la recherche	EC			
Langue étrangère	EC			
Langue étrangère TD	EC		10h	
Langue étrangère PPD	EC			
Stage et mémoire de recherche	EC			
Préparation aux concours	EC		16h	
Pratiques professionnelles	EC		15h	
Procès fictif	EC			

Parcours Droit de l'action et des responsabilités locales

M1 Droit des CT parcours Droit de l'action et des responsabilités locales

Semestre 1

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Comprendre le cadre juridique des collectivités territoriales	UE	60h			15 crédits
Droit de la décentralisation	EC				
Droit de la décentralisation CM	EC	30h			
Droit de la décentralisation TD	EC				
Droit de la décentralisation - PPD	EC				
Droit de l'aide et de l'action sociales (collectivités territoriales)	EC				
Droit de l'aide et de l'action sociales - CM	EC	30h			
Droit de l'aide et de l'action sociales - TD	EC				
Droit de l'aide et de l'action sociales - PPD	EC				
UE2 Comprendre les principes de l'action publique locale	UE	32h	12h		6 crédits

Action publique locale	EC				
Action publique locale CM	EC	20h			
Action publique locale P-Proj	EC				
Politiques urbaines	EC	12h	12h		
UE3 Approfondir le cadre juridique des collectivités territoriales	UE	60h			6 crédits
Procédure administrative contentieuse	EC	30h			
Finances locales	EC				
Finances locales 1	EC	15h			
Finances locales 2	EC	15h			
UE 4 Maîtriser une langue étrangère	UE		15h		3 crédits
Anglais TD I	EC		15h		

Semestre 2

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Piloter les services publics des collectivités territoriales	UE	30h			9 crédits
Modes de gestion des services publics locaux	EC				
Modes de gestion des services publics locaux CM	EC	30h			
Modes de gestion des services publics locaux TD	EC				
Modes de gestion des services publics locaux PPD	EC				
Principes de fonctionnement des services publics locaux	EC				
Pratique juridique	EC				
UE2 Appréhender les moyens humains et financiers des collectivités territoriales	UE	35h			9 crédits
Droit de la fonction publique territoriale	EC	20h			
Financement des services publics locaux	EC	15h			
UE3 Préparer sa spécialisation	UE	45h			9 crédits
Gestion des risques contentieux des collectivités territoriales	EC				
Gestion des risques contentieux CM	EC	15h			
Gestion des risques contentieux PPD	EC				
Droit des contrats publics CM	EC	30h			
UE4 Maitriser une langue étrangère	UE		15h		3 crédits
Anglais TD II	EC		15h		
Stage facultatif	UE				0 crédits

M2 Droit des CT parcours Droit de l'action et des responsabilités locales

Semestre 3

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Approfondir le cadre organisationnel des collectivités territoriales	UE	14h	18h		9 crédits
Formes de la coopération entre collectivités territoriales	EC	14h	6h		
Mise en oeuvre de la coopération locale	EC		6h		

Démocratie locale	EC		6h		
UE2 Maîtriser les domaines d'intervention des collectivités territoriales	UE	30h	29h		12 crédits
Politique de la ville	EC	10h			
Autres politiques publiques locales (mobilité, éducation, culture...)	EC		5h		
Relations extérieures des collectivités territoriales (collectivités étrangères, Etats, Europe)	EC	10h	2h		
Conduite de projet TD	EC		12h		
Politiques économiques locales	EC	5h	5h		
Politiques environnementales locales	EC	5h	5h		
UE3 Piloter les moyens de la collectivité territoriale	UE	20h	10h		9 crédits
Gestion des Ressources Humaines	EC	10h	5h		
Gestion des Ressources Humaines CM	EC				
Gestion des ressources humaines TD	EC		6h		
Droit des données publiques	EC				
Droit des données publiques locales	EC	6h			
Droit des données publiques locales - PPD	EC				
Optimisation des moyens financiers des collectivités territoriales (achat public, investissement...)	EC				
Optimisation des moyens financiers des CT - CM	EC	4h			
Optimisation des moyens financiers des collectivités territoriales - TD	EC		5h		

Semestre 4

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Maîtriser le champ de la responsabilité des élus et des agents territoriaux	UE	17h	23h		12 crédits
Ethique et déontologie de l' élu et de l'agent territorial	EC				
Ethique et déontologie de l' élu et de l'agent territorial - CM	EC	5h			
Ethique et déontologie de l' élu et de l'agent territorial - TD	EC		5h		
Responsabilités juridiques de l' élu et de l'agent territorial	EC				
Responsabilités juridiques de l' élu et de l'agent territorial - CM	EC	12h			
Responsabilités juridiques de l' élu et de l'agent territorial - TD	EC		10h		
Pratiques professionnelles	EC		8h		
UE2 Assurer le suivi et le contrôle du pilotage de la collectivité territoriale	UE	16h	10h		3 crédits
Evaluation des politiques publiques	EC				
Évaluation des politiques publiques CM	EC	16h			
Evaluation des politiques publiques TD	EC		4h		
Contrôle interne et financier des collectivités territoriales	EC		6h		
UE3 Préparer sa professionnalisation	UE		26h		15 crédits
Langue étrangère	EC				
Langue étrangère TD	EC		10h		
Langue étrangère PPD	EC				
Méthodologie de la recherche	EC				
Stage et mémoire de recherche	EC				
Préparation aux concours	EC		16h		

Procès fictif

EC

UE = Unité d'enseignement

EC = Élément Constitutif